



## ARRETE DU MAIRE AT 150/26

### ROUTE BARRÉE POUR ABATTAGE D'ARBRES ROUTE VIEILLE DES AVALATS

Le Maire de la Commune de SAINT-JUÉRY, Conseiller départemental,

**VU** les articles L 2212.2 et L 2213.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Pénal et notamment l'article R 610-5 et suivants,

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R 417-10 et suivants.

**CONSIDÉRANT** la demande de Monsieur SUC pour un abattage d'arbres route vieille des Avalats à Saint-Juéry.

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réglementer la circulation, le stationnement et d'assurer la sécurité lors de ces travaux.

### **- ARRÊTE -**

**Article 1** : Monsieur SUC est autorisé à réaliser l'abattage d'arbres **du lundi 11 mai au vendredi 15 mai 2026**.

**Article 2** : La route Vieille des Avalats (au niveau des parcelles AN 215, AN216, AN218 et AN129) sera fermée à la circulation le temps de l'abattage. Le stationnement sera interdit. Le présent arrêté sera affiché sur la signalisation de manière parfaitement visible.

**Article 3** : L'espace occupé devra être restitué dans l'état de propreté dans lequel il a été trouvé.

#### **Article 4 : Sécurité et signalisation de chantier**

Le demandeur devra signaler le chantier conformément aux dispositions suivantes :

- Il aura la charge de la signalisation réglementaire du chantier, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du chantier telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction Interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée sur la signalisation routière, livre 1 – 8<sup>ème</sup> partie.

#### **Article 5 : Responsabilité**

Son titulaire est responsable des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 6** : Tout véhicule en stationnement gênant sera susceptible d'être placé en fourrière selon un ordre de réquisition de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le cadre de ses pouvoirs de Police.

**Article 7** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le délai de deux mois à compter de sa publication et à défaut devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

**Article 8** : La Directrice Générale des Services, la Police Municipale de Saint-Juéry, le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-JUÉRY, le 4 mai 2026

**Le Maire,**  
**David DONNEZ**

Notifié le :

